



# VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir. Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

*J. de Gaulle*

N° 275 Mars 2012

*Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote*

<http://www.lemil.org>

## AU BORD DU GOUFFRE

par Jacques ROUGEOT,

professeur émérite à la Sorbonne, vice-président du M I L

Un adage latin bien connu, qui est une sorte de concentré de la sagesse antique, dit que Jupiter commence par ôter l'usage de la raison aux humains qu'il veut perdre. Cet adage, qui exprime une vérité permanente de la nature humaine, attire notre attention sur le fait que, contrairement à ce que croient les optimistes, ce n'est pas toujours la raison, ni même l'intérêt personnel bien compris, qui guide l'action des hommes. A certains moments de l'histoire, pour des raisons

complexes, confuses et souvent obscures, il semble que des forces irrationnelles fassent prendre des décisions pernicieuses à ceux mêmes qui en subiront les conséquences douloureuses. Ce fut le cas en 1981, avec l'arrivée au pouvoir de Mitterrand et de la gauche. Certaines de ces forces obscures sont à l'œuvre aujourd'hui. Entraîneront-elles le même résultat lors des prochaines élections présidentielle et législatives, c'est-à-dire le retour de la gauche au pouvoir ? C'est

pour épargner à la France les malheurs qui en résulteraient qu'il est urgent de rendre tous ses droits à la raison, et d'abord de prendre la mesure exacte des enjeux avant d'en tirer les conséquences électorales qui s'imposent.

La France est au bord du gouffre. Comment l'empêcher de franchir le dernier pas, le plus fatal ?

### Cette droite qui fait la courte échelle à la gauche

Ce déni de raison dont nous avons parlé se manifeste d'emblée dans l'évaluation du rapport des forces en présence. Et d'abord de façon simpliste. Les préférences politiques spontanées des électeurs s'exercent principalement au premier tour de l'élection présidentielle. Or, quelles que soient les fluctuations des sondages, le total des intentions de vote nettement orientées à gauche, c'est-à-dire celles qui se portent sur Hollande, Mélenchon, Eva Joly et quelques poussières d'extrême gauche, ne dépassent guère les 40 %. La gauche ne peut donc l'emporter qu'avec l'apport massif des supplétifs de droite et du centre.

Qui plus est, cette évaluation numérique approximative n'a rien de superficiel ni de fortuit. Elle correspond à une réalité profonde. Chacun peut constater, en effet, que la gauche, et surtout la gauche française, n'a, depuis l'effondrement du marxisme, plus aucune ligne idéologique à long terme. Son programme électoral (nous y reviendrons) n'est qu'un bricolage de mesures racoleuses et irréalistes et de mesurette insignifiantes. Son chef n'a rien qui fasse battre les cœurs ou qui galvanise les ardeurs. Les idées et les préoccupations qui ont le vent en poupe viennent de la droite. D'ailleurs, les tendances lourdes en la matière

s'exercent à l'échelle de l'Europe tout entière, où l'on constate partout, sous des formes diverses, des poussées électorales à droite.

Qu'est-ce donc qui explique que, d'après les sondages, le candidat de gauche gagne une bonne quinzaine de points entre le premier et le deuxième tour de la présidentielle ? Certes, les sondages ne sont pas parole d'Évangile et, surtout, ils ne sont pas prospectifs, ils ne font que photographier le présent, et nous nous employons à les faire évoluer, mais on ne saurait les balayer d'un revers de main.

Au premier tour, la gauche ne retrouve que son niveau ordinaire moyen, et même plutôt bas. Quant aux gros bataillons supplétifs, ils sont constitués d'électeurs qui ne sont animés que de mobiles négatifs, généralement étriqués. En fait, il s'agit pour eux d'abattre un homme, Nicolas Sarkozy. Généralement, ils ne donnent pas de raisons précises à leur hostilité, ils se contentent de ricaner ou de lever les yeux au ciel au seul nom de l'ennemi détesté, comme si son indignité était à tel point évidente qu'elle rendît inutile, et même déplacée, toute espèce d'argumentation. Si on les pousse dans leurs retranchements, la plupart des raisons invoquées ont leur

source en 2007, dans les premiers mois du mandat présidentiel, et ce sont presque toujours les mêmes griefs : le Fouquet's, le yacht de Boloré, quelques propos peu académiques et l'ouverture à gauche.

Ce qui frappe, c'est la légèreté, pour ne pas dire la futilité, de ces griefs, leur caractère recuit et leur myopie pathologique, qui conduit à concentrer les tirs sur une seule cible, sans la resituer dans l'ensemble du paysage politique et en se refusant à envisager toutes les conséquences pratiques au cas où cette cible serait abattue. Les tenants de cette espèce de snobisme politique sont en général fort contents d'eux-mêmes et regardent avec condescendance l'électeur de droite moyen qui sait que le pire pour la France serait le retour de la gauche au pouvoir et qui prend tout simplement les moyens de l'éviter. Ces nouveaux snobs, ces petits malins de droite ou du centre, ne s'avisent pas qu'ils se rangent plutôt dans la catégorie la moins recommandable, celle de ceux que Pascal appelle les demi-habiles (c'est-à-dire les demi-intelligents), qui ont l'esprit trop tordu pour s'en tenir à la rectitude du bon sens, et trop superficiel pour approfondir les questions jusqu'au point de retrouver la simplicité première.

## La gauche au pouvoir en 2012 : des dégâts immédiats et irréversibles

L'un des facteurs de démobilitation de l'électorat de droite, c'est l'illusion assez répandue selon laquelle les élections du printemps 2012 seraient quasiment sans enjeu d'importance. La formule soi-disant spirituelle selon laquelle, de toute façon, c'est l'UMPS qui restera au pouvoir renforce cet état d'esprit. Une fois de plus, les « demi-habiles » méritent le prix de la sottise. En fait, l'accession de la gauche au pouvoir en mai et juin aurait pour la France des conséquences catastrophiques, dont certaines seraient irréversibles.

En 1981, la gauche au pouvoir avait réussi, en deux ans, à pratiquer trois dévaluations et à conduire la France au bord du gouffre, ce qui l'avait obligée à pratiquer ensuite une politique d'austérité ravageuse. Mais, dira-t-on, la situation de 2012 n'est pas la même. C'est vrai : elle est bien pire. En 1981, l'économie mondiale était en régime de croisière, sans turbulences particulières, et les caisses de l'Etat étaient bien garnies. La situation d'aujourd'hui, on le sait, est exactement à l'inverse. Nous sommes dans la position du funambule qui tenterait de relier deux tours, par grand vent, en équilibre sur son fil. Qu'il fasse un faux pas ou que survienne une bourrasque particulièrement forte, ce serait la chute inéluctable.

Ce n'est pas faire un procès d'intention gratuit ni consulter une boule de cristal que d'annoncer qu'avec la gauche, nous aurions à la fois les faux pas et les bourrasques. Avec une coalition hétéroclite, comprenant certains éléments pathologiquement anti-économiques (Mélenchon, les écologistes), pilotée par un « capitaine de pédalo » (dixit l'un des équipiers) totalement inexpérimenté et congénitalement indécis, on ne voit pas par quel miracle l'équilibre serait maintenu. Quant aux bourrasques, c'est-à-dire aux secousses venues principalement du monde de l'économie et de la finance, elles seraient déjà en germe à la simple perspective du pouvoir de la gauche socialiste considérée comme la plus irresponsable d'Europe et elles se déchaîneraient dès que la menace serait réalisée. Quand on voit déjà la violence des assauts auxquels a pu faire face Nicolas Sarkozy grâce à son

sang-froid, à son esprit de décision et à la solidité de son assise politique, on n'ose imaginer la figure que ferait, sur la scène internationale, la France représentée par le trio surréaliste composé de Hollande, Mélenchon et Joly.

François Hollande, qui n'est pas stupide, espère pouvoir échapper à cette terrible sanction en se gardant, dans son programme, de trop agiter le chiffon rouge pour ne pas effrayer les forces économiques et, spécialement, ce monde de la finance qu'il prétend avoir en horreur alors qu'il serait prêt à s'agenouiller devant lui pour peu qu'il en obtienne quelques faveurs, ou au moins un sursis. Mais il s'y prend à sa manière, c'est-à-dire dans un style étriqué et roublard, en pratiquant la tactique de l'anguille qui échappe à la prise par sa viscosité. Par exemple, pour satisfaire sa clientèle, il annonce qu'il embauchera soixante mille salariés dans l'éducation nationale. Mais, s'avisant, après une étude publiée par l'UNI, que l'énormité de la dépense fait mauvais genre en temps de vaches maigres budgétaires, il remplace embauche par redéploiement dans la fonction publique, formule magique qui lui évite de dire qu'il va déshabiller pour habiller ses protégés. Il croit ainsi gagner sur les deux tableaux, la démagogie et la modération financière. Il peut en effet tromper des incultes qui ne demandent pas mieux que de se laisser abuser. Mais il ne trompera pas tout le monde, loin de là. Quels que soient les tours de passe-passe fallacieusement techniques auxquels il puisse avoir recours, il ne pourra pas masquer la logique de sa stratégie qui l'obligera, dans un premier temps, à donner quelques satisfactions matérielles à sa clientèle et il n'aura d'autre moyen à sa disposition pour faire face aux dépenses que d'augmenter les impôts, prétendument aux dépens des riches, mais en fait aux dépens de la classe moyenne.

En fait, il est parfaitement vain de s'essouffler à suivre Hollande dans les méandres de ses positions successives, en se demandant gravement si telle mesure proposée serait économiquement plus ou moins raisonnable et en s'efforçant de chiffrer chacune d'entre elles. De toute façon, il est impossible de saisir et de fixer un programme d'ensemble perpétuellement fluctuant. Quelle que soit l'affectation

particulière de telle ou telle dépense, il est dans la nature du socialisme français de mettre en place, lorsqu'il accède au pouvoir, le couple infernal : augmentation des dépenses publiques et financement par une source unique, l'impôt. Ce qui peut varier au fil du temps, c'est l'habillement, la présentation, voire simplement le nom. C'est ainsi que, au hasard d'une émission de télévision, Hollande tire deux lapins de son chapeau : la taxation à 75 % de la tranche la plus haute des revenus supérieurs à un million d'euros et le recours à une nouvelle ressource fiscale baptisée cotisation, dont le taux et l'assiette ne sont pas précisés. Il y a, en politique comme en biologie, des déterminismes génétiques auxquels on n'échappe pas, si ruineuses que puissent en être les conséquences prévisibles. On connaît l'anecdote du scorpion qui, voulant traverser un ruisseau alors qu'il ne sait pas nager, demande à une grenouille de lui rendre ce service en le prenant sur son dos. Celle-ci refuse d'abord, mais finit par se laisser convaincre par l'argument selon lequel le scorpion n'a pas intérêt à la piquer mortellement, puisque la mort de la grenouille entraînerait sa propre mort par noyade. Pourtant, au milieu du ruisseau, il administre sa piqûre mortelle et il a le temps de déclarer à la grenouille éperdue, avant leur noyade commune : « Je suis désolé, mais je n'ai pas pu échapper à ma nature de scorpion. Tu n'aurais jamais dû me faire confiance ». Petite fable à méditer par les naïfs qui croient que, cette fois-ci, contrairement à ce qu'enseignent toutes les expériences passées, les socialistes feront autre chose que du socialisme et qu'il n'y a pas de risque à leur faire confiance. Le malheur est que ce ne seront pas seulement les naïfs qui seront les victimes, mais la France tout entière qui sera entraînée au fond de l'eau par leur coupable légèreté.

Dans les sociétés anciennes, qui marchaient au pas du cheval de poste, on avait le temps, après une expérience malheureuse, de se ressaisir et de redresser la situation. Aujourd'hui, à l'ère de l'aviation transcontinentale et de l'informatique, il n'y a plus de coups d'essai à blanc. La chute, une fois entamée, s'accélère follement et devient irréversible à l'échelle de plusieurs générations.

## Questions de société : la fin d'une civilisation

Notre époque, sous l'effet, en particulier, des lentilles déformantes des médias, fixe ses regards presque exclusivement sur les questions économiques, et il est vrai que celles-ci entraînent des conséquences spectaculaires et éventuellement ravageuses. Les questions qui touchent à la morale sociale et à la substance nationale peuvent paraître moins sensibles parce qu'elles sont moins matérielles,

mais elles s'attaquent au cœur de notre civilisation. Les socialistes le reconnaissent eux-mêmes, puisque Martine Aubry a cautionné par une préface un ouvrage qui fixe explicitement comme objectif à la gauche revenue au pouvoir de « changer de civilisation ».

Aux raisons de fond qui amènent les socialistes à remettre foncièrement

en cause les valeurs traditionnelles de la France s'ajoutent des raisons d'opportunité qui tiennent aux conditions politiques particulières de la situation présente. En effet, la gauche qui, par hypothèse, pourrait demain reprendre le pouvoir à l'échelon national, comporterait une très forte composante d'extrême gauche, représentée principalement par Mélenchon et les écologistes. Ces extrémistes ne

seraient pas seulement une force d'appoint, ils tiendraient entre leurs mains l'existence même d'un gouvernement. Ils exerceraient dès le début une pression maximale, et même un véritable chantage, pour faire prévaloir des revendications radicales. Comment accorder à leurs troupes quelques satisfactions pour qu'elles se tiennent à peu près tranquilles et qu'elles ne fassent pas exploser le système dès le départ ? Le gouvernement sera obligé de distribuer quelques satisfactions matérielles, sonnantes et trébuchantes, mais en quantité très limitée en raison de la situation économique et financière. Ce sera suffisant pour plomber l'économie, mais très insuffisant pour calmer les appétits aiguisés par la victoire. Il n'y aura d'autre solution que de jeter en pâture aux affamés impatients des satisfactions d'une autre nature, qui ne coûteront rien et qui font l'objet de revendications pressantes et virulentes, à forte valeur symbolique. Il s'agit, évidemment, de ces questions que l'on appelle aujourd'hui sociétales. Elles sont fortement présentes dans les médias, elles suscitent des débats de grande ampleur qui ne peuvent être qu'évoqués sommairement et qui ont donné lieu, ici même, à des développements plus approfondis.

L'une des questions les plus débattues porte sur le mariage entre homosexuels et sur l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Rappelons simplement la dimension politique et sociale de cette question. Il ne s'agit évidemment pas de juger l'homosexualité en elle-

même, ni ceux qui ont, comme on dit, cette orientation sexuelle. Il est incontestable qu'elle a été appréciée diversement selon les temps et les lieux et que, par exemple, elle était envisagée de façon libérale dans la Grèce antique. Ce qui est en cause, c'est l'opportunité pour l'Etat, quelle qu'en soit la forme, de donner une caution officielle aux unions homosexuelles, sur le même plan que les unions entre un homme et une femme. Il semble bien que, dans l'histoire du monde, ce cas ne se soit jamais produit, dans aucun pays, dans aucune civilisation. Si l'on ajoute que toutes les grandes religions monothéistes sont hostiles à de telles unions, on ne peut pas dire qu'il s'agisse d'une question anodine, dont la solution aille de soi. Si les unions homosexuelles étaient officialisées, ce serait bien l'indice d'un changement civilisationnel, qui ferait du plaisir individuel le critère suprême des relations humaines, sans aucune référence à une nature humaine irréductible. La possibilité pour de tels couples d'adopter des enfants représenterait un pas supplémentaire important dans cette direction. L'homoparentalité figure évidemment dans le programme de la gauche et confirme sa volonté de rupture sur l'essentiel. La légalisation de l'euthanasie, qui touche à la conception même de la vie, va dans le même sens. Celle de la drogue, qui ne figure pas explicitement dans le programme socialiste, mais qui est fortement réclamée par une grande partie de la gauche, ne manquerait pas d'être entérinée à bref délai.

Ce qui est annoncé avec insistance comme la première mesure que prendrait un gouvernement de gauche, c'est l'octroi du droit de vote aux étrangers non communautaires. Il a d'ailleurs été voté au Sénat par la nouvelle majorité de gauche. Si la gauche est si pressée et si acharnée, c'est pour une double raison. Une raison de fond, véritablement perverse : faire disparaître en pratique le caractère spécifique de la citoyenneté pour parvenir à terme, un terme assez rapproché, à la dénaturation et à la dissolution de la nation française. Une autre raison, cyniquement électoraliste : tous les sondages et toutes les études montrent que ces nouveaux électeurs voteraient massivement pour la gauche. Le système électoral français serait donc verrouillé et la gauche assurée de rester indéfiniment au pouvoir. Ce calcul sordide est confirmé sans vergogne par l'institut Terra nova, satellite intellectuel officiel du PS.

Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt. Si cette opération allait à son terme, le résultat serait une transfusion totale, à la fois nationale et civilisationnelle. Du fait des évolutions démographiques actuelles, il ne faudrait que quelques décennies pour que la France puisse devenir une république islamique. C'est sans doute une éventualité qui satisferait les admirateurs de la civilisation islamique. Mais qu'ils aient la franchise de l'avouer et qu'ils acceptent que les Français d'aujourd'hui soient pris pour juges.

## Battre la gauche : une ardente obligation

Les deux scrutins du printemps 2012 ne sont pas des échéances de routine qui, après tout, ne seraient qu'un épisode de l'alternance démocratique. Ils feraient en réalité l'office d'un levier, apparemment peu impressionnant, qui mettrait en mouvement un énorme rocher qui écraserait notre civilisation. Les prochaines élections sont cruciales et nous devons en tirer toutes les conséquences.

La première est de rétablir la hiérarchie des enjeux et de réaffirmer qu'il est, en priorité, urgent et capital de battre la gauche. Cette nécessité se tire d'une vérité d'expérience très simple et constante, qui s'exprime en quelques mots : le moins bon des gouvernements de droite est toujours meilleur pour la France que le moins mauvais des gouvernements de gauche.

Autre vérité d'évidence : le seul moyen pour battre la gauche est de voter pour le seul candidat qui puisse l'emporter, c'est-à-dire Nicolas Sarkozy. Ce n'est pas une question de subtilité tactique, mais de pure arithmétique : toute voix de droite qui ne se porte pas sur lui est une voix donnée à la gauche. C'est tout aussi vrai pour les abstentions. La neutralité n'existe

pas. Pour reprendre une expression pascalienne, nous sommes tous embarquée, que nous le voulions ou non.

Il est donc essentiel de résister à toutes les tentations qui pourraient nous détourner de ce devoir civique.

L'une de ces tentations, à vrai dire paradoxale, serait de croire que, si le socialisme est mauvais, François Hollande par lui-même ne serait pas dangereux en raison de sa modération supposée. Raisonement faux sur toute la ligne. D'une part, un Hollande président de la République serait forcément tributaire et prisonnier des forces qui l'auraient porté au pouvoir, lesquelles, on l'a vu, imposeraient des mesures gauchistes pures et dures. Quant au personnage lui-même, il ne faut pas non plus se faire des illusions sur lui. Son ambition sans limite ne le porterait nullement à résister aux forces en question, comme le montre le gauchissement extrême de son discours au cours de la campagne. Son expérience politique limitée, qui est celle d'un pur et simple apparatchik, et sa tactique permanente de l'anguille peuvent faire de lui un candidat habile, mais l'envers exact du président qu'il faut à la France, surtout en période de tempête.

Quant aux électeurs qui trouveraient sympathique sa déclaration de guerre à la finance, laquelle n'a pas bonne presse en ces temps de crise, ils seraient cruellement déçus si la gauche arrivait au pouvoir. La création d'une tranche marginale de 75 % sur les très hauts revenus est assez caractéristique. Il est vrai que, d'un point de vue électoraliste, elle est habile et efficace, car elle est portée par l'air du temps. Mais il est certain qu'elle ne rapporterait rien au Trésor public, et il est plus que probable qu'elle serait coûteuse à l'économie en créant un climat qui inciterait à la fuite des capitaux. Elle est donc le type même de la mesure démagogique. Mais surtout, la gestion socialiste entraînerait le résultat inverse de celui qu'elle est censée rechercher. En effet, par son accroissement de la dépense publique et son augmentation des impôts et taxes diverses, elle gonflerait le besoin de liquidités qu'elle ne pourrait satisfaire qu'en faisant appel aux marchés financiers. L'Etat français serait donc dépendant et prisonnier des marchés. Le seul moyen d'être indépendant des financiers est de pratiquer une politique de rigueur qui a été mise en route par Nicolas Sarkozy et qui est

exactement l'inverse de toute politique socialiste.

Ce qui pourrait surtout détourner l'électorat de droite de voter pour Nicolas Sarkozy, c'est la tentation de voter pour Marine Le Pen. En dehors des électeurs qui font une fixation hostile sur le président de la République, beaucoup pensent qu'en votant pour le Front national, ils enverraient une sorte de message destiné à inciter la droite de gouvernement à mener une politique plus ferme, en particulier dans le domaine de l'immigration et de l'identité nationale. Ce souhait peut paraître sympathique, mais la chute serait brutale entre l'intention et le résultat.

Ce qui peut faire illusion, c'est la stratégie initiale de Marine Le Pen. A l'exemple de Gianfranco Fini, en Italie, passé du néofascisme à la droite «classique», il semble qu'elle ait d'abord voulu tempérer son discours afin de «dédiaboliser» son parti et de se situer à l'aile droite d'une majorité de gouvernement, contrairement à son père, qui n'avait rien d'un diable et qui s'est confortablement installé, pendant toute sa carrière, dans son rôle d'opposant permanent, espiègle et provocateur. Mais, pour des raisons diverses, elle a manifestement changé de stratégie. Idéologiquement, elle insiste beaucoup plus sur les thèmes sociaux, afin de tourner la gauche sur

sa gauche, au prix de toutes les démagogies, comme de vouloir revenir à la retraite à soixante ans avec quarante annuités de travail, alors que la gauche en demande quarante-et-une. Tactiquement, elle réserve ses coups les plus violents à la majorité actuelle parce que son objectif est de la faire exploser, dans l'espoir de recueillir les miettes et de susciter une recomposition autour d'elle-même. L'adversaire de Marine Le Pen n'est donc pas François Hollande, mais Nicolas Sarkozy, qu'il faut éliminer du champ politique. Après la présidentielle, il y a les législatives. Le maintien, chaque fois que c'est possible, des candidats FN au second tour, s'ajoutant à la haine prioritaire de l'UMP, portée au rouge pendant toute la campagne, alors que l'UMP s'est montrée assez modérée avec le FN dans ses critiques, produira des effets d'autant plus ravageurs que Marine Le Pen aura plus fortement mobilisé au premier tour de l'élection présidentielle. Son objectif prioritaire, c'est la défaite de la droite.

Parmi les tentations de ne pas voter pour Nicolas Sarkozy, il ne faut pas négliger le danger représenté par François Bayrou. En tant que candidat, il a réussi une sorte d'exploit, celui de se faire passer pour un homme neuf, quasiment un perdreau de l'année, alors que sa virginité politique

est passablement usagée. Dans tous les postes qu'il a occupés, il n'a jamais fait la preuve de capacités brillantes, en particulier comme ministre de l'éducation nationale, où sa préoccupation principale a été de ne rien faire et de se concilier ainsi la complicité des syndicats de gauche. Pourtant, son habileté à se fabriquer un personnage qui soit une sorte de Pompidou-bis peut tromper certains esprits naïfs. Mais ce cheval de retour, traçant un sillon qui ne mène nulle part, s'est bien révélé pour ce qu'il est : un ambitieux prêt à toutes les démagogies, fût-ce au détriment de l'intérêt national. C'est ainsi que ses critiques les plus virulentes, les plus vertueusement indignées contre Nicolas Sarkozy ont consisté à l'accuser de s'en prendre aux plus faibles, c'est-à-dire aux chômeurs et aux immigrés, ce qui revient à interdire au pouvoir politique de regarder en face deux problèmes cruciaux pour la société française : l'assistantat généralisé, qui est un boulet économique, et l'immigration massive, qui a atteint en France, et même dépassé, un seuil dangereux, menaçant pour l'identité nationale. Toute voix qui se portera sur Bayrou jouera au détriment de l'intérêt national et au seul profit de François Hollande.

## Pour la gauche, le FN et les médias : Sarkozy, l'homme à abattre

Si le temps était à la plaisanterie, on pourrait dire qu'un homme qui déchaine une telle coalition hargneuse, voire haineuse, ne peut pas être vraiment mauvais. Malheureusement, ce qui est en jeu, c'est la consolidation et le redressement de la France ou bien sa chute dans un gouffre dont on ne voit pas le fond.

Le choix est d'une absolue simplicité : toute voix refusée à Nicolas Sarkozy est une voix donnée à Hollande. La gauche étant minoritaire, Hollande ne peut gagner qu'avec la complicité des voix de droite. Or, Hollande au

pouvoir, ce n'est pas seulement la déconfiture économique, c'est aussi et surtout, nous l'avons vu, une atteinte mortelle, à très court terme, portée à la substance de la société française et à la pérennité de notre identité nationale.

Donner le pouvoir à Hollande, ce serait donner le pouvoir à un faux modéré, mais à un vrai ambitieux, qui exercerait la fonction suprême avec la mentalité d'un apparatchik ayant atteint le couronnement de sa carrière. Quelle dérision qu'un tel capitaine à la tête de la France dans la tempête !

Nicolas Sarkozy a tiré, de mieux en mieux, les leçons de son irremplaçable expérience présidentielle. Il a compris, de mieux en mieux, les enjeux essentiels, et même vitaux, qui s'imposent à la France. Il a tracé, de plus en plus nettement, les orientations nécessaires à notre redressement. Il a fait abondamment la preuve de son courage, de sa détermination, de la rapidité de sa vision. Il s'est imposé, et il a imposé la France, sur la scène mondiale, par la façon dont il a tenu la barre et montré le cap pendant la tempête.

## POUR L'INTÉRÊT NATIONAL, L'HOMME À ÉLIRE : NICOLAS SARKOZY

### BULLETIN D'ADHESION

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Téléphone ..... Portable ..... Télécopie .....  
 Courriel .....@..... Date et lieu de naissance .....

Profession .....  
 Je désire soutenir financièrement les campagnes du M.I.L. et verse :  120 € ou plus  80 €  50 €  30 €  20 €  
 Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année .....

- Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 €  Cotisation chômeur, jeune (-25 ans) : 15 €
- Cotisation couple : 50 €  Cotisation simple (sans journal) : 30 €
- Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 €  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
- Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :  soutien : à partir de 200 €  simple 60 €

Date ..... Signature .....

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex – Site Internet <http://www.lmil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne. Elles font l'objet d'un traitement informatique et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent sur justification de votre identité.



VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L.

Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale – Dépôt légal à parution)

**MIL : La droite**  
civique, gaulliste et patriote